

PRÉSENTATION

Les *Cahiers* de la trentaine

Entretien de Yves Goudineau (1) avec

Edmond BERNUS (2), Jean-Louis BOUTILLIER et Philippe COUTY (3)

Y. G. – *Quand vous comparez les dernières livraisons des Cahiers avec les premiers numéros parus, il y a trente ans, qu'est-ce qui vous frappe le plus, vous qui avez suivi toute leur évolution ?*

Jean-Louis Boutillier – Je crois que c'est suffisamment évident pour que nous soyons tous d'accord : aujourd'hui on a affaire à une revue scientifique, reconnue comme telle, avec une indépendance d'esprit, une ouverture sur l'extérieur, des exigences de qualité, un comité de lecture... ; au contraire, on doit bien avouer qu'au départ il s'agissait plutôt d'une sorte de bulletin paroissial, une publication à diffusion principalement interne donc, et produite sous l'œil vigilant de l'administration de l'Office!

– *Comment cela a-t-il commencé précisément ?*

Edmond Bernus – Ce fut avant tout une décision d'ordre, j'oserais dire, bureaucratique : en 1963 plusieurs « séries » de *Cahiers Orstom* ont été créées simultanément correspondant aux différentes branches scientifiques représentées dans l'Office. Cela rappelait un peu ce que personnellement j'avais connu à l'Institut français d'Afrique noire à Dakar, l'Ifan, où existaient depuis 1940 deux bulletins, série A et B, sciences humaines et sciences naturelles. Mais l'Ifan, relevant du Muséum, privilégiait un côté « collectionneur » : les entomologistes des hommes publiaient dans une série, des cartes ethno-démographiques par exemple, et puis dans l'autre série c'était les collections de papillons, les sauterelles... L'Orstom, qui d'ailleurs publia aussi une série de *Bulletins des Sciences humaines* ronéotés – préfiguration des *Cahiers*, quoique les deux coexistèrent un temps –, se différencia d'emblée de l'Ifan par une orientation plus sociologique.

(1) Ethnologue Orstom. (2) Géographe Orstom. (3) Économistes Orstom. Tous membres du Comité de rédaction des *Cahiers*.

Philippe Couty – Cela peut-être parce que les *Cahiers*, et les *Bulletins* avant eux, venaient prendre en fait la suite de *L'Homme d'Outre-Mer*, série de fascicules numérotés mais sans périodicité, parue vers la fin des années cinquante, qui était l'émanation du Conseil supérieur des recherches sociologiques outre-mer. Cet organisme, sur lequel régnait Hubert Deschamps, visait à recruter des gens pour partir faire de la recherche appliquée dans le cadre de projets de développement financés par le ministère de la France d'Outre-Mer, et, comme son nom l'indique, l'optique y était d'abord sociologique.

J.-L. B. – Je me souviens, en effet, avoir d'abord publié dans ce cadre, et avec moi, entre autres, Marguerite Dupire et Claude Tardits, qui avaient été recrutés comme ethnologues. Ce n'était pas vraiment une revue, puisque chaque fascicule comprenait une étude entière ; ce qui, du reste, fut aussi une tendance des *Cahiers* dans leurs débuts.

– *Une des caractéristiques des Cahiers semble être, à vous écouter, l'absence de « projet » au moment de leur création. Généralement une revue scientifique est lancée par une personnalité ou par un groupe voulant défendre une problématique ou faire reconnaître un champ disciplinaire ; s'appuyant éventuellement sur une institution mais avec l'idée de fédérer autour d'elle des collaborations extérieures. Là, apparemment rien de tel : il n'y a pas d'objectif scientifique clairement assigné à défendre, non plus de communauté scientifique à réunir puisqu'on dispose d'entrée de jeu d'une réserve de chercheurs, tous contributeurs potentiels. Quelle était donc la fonction de la revue à l'origine, et qui garantissait son « fonctionnement » ?*

Ph. C. – Dans l'esprit de ceux qui ont décidé sa création il y avait une fin strictement institutionnelle : faire mieux connaître ce qui se faisait à l'Orstom ; donc il n'y a certainement pas de manifeste ou de déclaration scientifique liminaire à chercher. Vue de notre côté, la revue pouvait avoir une fonction d'exutoire, c'était un moyen d'aller au-delà des rapports d'enquête, ou du moins de les publier dans une version abrégée et améliorée. Il faut voir qu'à l'époque nous travaillions presque tous sur convention sur des projets très appliqués : le produit attendu était le rapport de convention que nous remettions au partenaire local, ministère du Plan ou autre. Mais l'Orstom, dans une clause, se réservait toujours le droit d'une exploitation à fin scientifique des données recueillies. Les *Cahiers* pouvaient donc offrir un lieu pour cette exploitation.

J.-L. B. – D'autant qu'à la vérité nous ne savions pas très bien où publier. Nous faisons à l'époque des séjours sur le terrain de deux, trois ans, plus parfois. Cela nous permettait d'accumuler une matière assez considérable, mais dans le même temps nous nous trouvions isolés des réseaux métropolitains, coupés des relais nécessaires pour avoir accès aux revues parisiennes...

E. B. – Et de ce fait nous étions aussi tentés de nous retrancher dans des revues à spécialisation géographique étroite. Les différents Centres Orstom, tout comme ceux de l’Ifan, avaient leurs bulletins ou supportaient des revues savantes à vocation locale : il y avait les *Archives du Gabon*, le *Bulletin de la Société des études camerounaises*, les *Études mauritaniennes*, *éburnéennes*, *tchadiennes*, *sahariennes*, etc. Les *Cahiers*, qui avaient l’avantage d’une variété géographique et disciplinaire, purent donc faire office d’échappatoire ou d’alternative à cette situation.

Ph. C. – Quant à ceux qui assurèrent le fonctionnement de la revue, qui la « portèrent » dans les premiers temps, ce furent les responsables du Service des éditions, François Bonnet-Dupeyron notamment, plutôt que les chercheurs eux-mêmes. Hubert Deschamps assista à sa naissance. À partir de 1964 les Comités techniques, ancêtres des Commissions scientifiques, garantirent sa parution. Mais il n’y avait pas d’orientation ni d’animation scientifique proprement dites. D’ailleurs les premiers numéros s’en ressentent : ils sont remarquablement hétéroclites, et inégaux en taille comme en qualité, il y a même je crois une thèse qui forme un numéro.

J.-L. B. – Certains articles relevaient sans doute du genre « littérature grise » que l’on décidait de publier. Ce qui n’empêche que l’on trouve aussi de bonnes choses.

– *Comment s’opérait la sélection des textes ?*

E. B. – En fait, il suffisait d’obtenir le visa du directeur scientifique dont dépendait le chercheur, ce qui était peu contraignant car le plus souvent celui-là ne jetait qu’un regard un peu distrait sur le texte avant la publication...

Ph. C. – Il y avait aussi un contrôle de la direction qui jugeait de l’opportunité de tel ou tel article. En termes de coopération, un sujet peut vite devenir « sensible » ! Mais je ne crois pas qu’il y ait jamais eu de cas de censure flagrante. De l’autocensure, en revanche, c’est vraisemblable.

– *Et y avait-il une pression pour publier dans les Cahiers plutôt qu’ailleurs ?*

Ph. C. – Non, jamais aucune. Parfois on se conseillait mutuellement d’essayer de tirer profit d’un rapport, rapport dont je répète que la fabrication était notre tâche essentielle, pour en extraire la matière d’un ou deux articles, et alors on pensait aux *Cahiers* qui nous étaient naturellement ouverts. Mais c’était une décision individuelle.

E. B. – C’était aussi une solution de facilité : on était quasi certain d’y être publié, du coup on ne faisait pas l’effort d’essayer ailleurs. Certains très bons articles auraient pu trouver place dans des revues plus prestigieuses, mais cela ne venait pas à l’esprit des chercheurs sur le terrain d’aller les leur proposer.

J.-L. B. – Il y avait nulle pression de l'institution pour publier en général, que ce soit à l'Orstom ou ailleurs. Un jeune chercheur pensait d'abord à conffectionner une thèse à partir de ses travaux de terrain, et puis des chutes qui lui restait il tâchait de faire des articles, mais ce n'était ni une obligation, ni un but en soi. Cet état de fait n'a évolué que très progressivement.

– *À partir de 1968-1969 pourtant on croit percevoir un mouvement : les numéros semblent mieux construits, et des Cahiers thématiques apparaissent avec un responsable scientifique. Faut-il y lire une évolution de l'institution, ou bien un intérêt nouveau des chercheurs pour la revue ?*

Ph. C. – La revue est évidemment un excellent reflet de l'institution. Son histoire est celle de l'Orstom, ou du moins des sciences humaines à l'Orstom, c'est pour cela aussi que c'est intéressant d'en discuter ici. Le mouvement que tu notes correspond, je crois, à l'autorité accrue des Comités techniques où se trouvaient des universitaires, généralement de renom (Denise Paulme, Georges Balandier, Gilles Sautter...). Avec eux les normes de recrutement se modifient : ils vont pousser certains de leurs bons étudiants, déjà pourvus d'un projet de recherche ou d'un sujet de thèse, à intégrer l'Orstom comme « élève ». De plus, ils vont tenter de regrouper les recherches autour de certains thèmes...

J.-L. B. – Oui. C'est le temps où l'on voit se constituer les premières véritables équipes de recherche ; avant nous étions beaucoup plus dispersés, chacun lié à une convention locale. Et puis les Comités techniques ont suscité une sorte d'émulation entre les disciplines, rivalisant entre elles dans les recrutements pour avoir l'avantage numérique. L'époque y était favorable, mais tout cela a fait qu'il y a eu un « boom » des sciences sociales dans l'institution...

E. B. – Et les géographes l'ont emporté au poids, si j'ose dire. Groupés derrière Gilles Sautter et Paul Pélissier ils avaient pour eux de présenter un projet très cohérent, et qui semblait bien adapté au type de mission que l'on attendait de l'Orstom : les études de « terroir ». Véritable bannière, ce fut un thème qui mobilisa longtemps les chercheurs, motiva nombre de recrutements, même s'il fut aussi très critiqué. Les géographes et les sociologues d'ailleurs formaient une sorte de bloc, face auquel les économistes et les démographes étaient marginalisés, situation perceptible quand on considère certaines années des *Cahiers*.

J.-L. B. – D'une façon générale je crois qu'à cette époque les numéros thématiques indiquent moins une flambée soudaine d'enthousiasme pour les *Cahiers* de la part des chercheurs qu'un effort de structuration des recherches dans l'institution. Il y a des numéros à caractère disciplinaire, sur la démographie, la cartographie, etc, et puis d'autres qui correspondent à des initiatives locales. Plusieurs, par exemple, ont été pilotés depuis Petit-Bassam, en Côte-d'Ivoire, dans ces années-là : Marc Augé a coordonné un numéro sur le temps social, Pierre Étienne sur le mariage, moi-même sur les petites villes

de Côte-d'Ivoire. Nous n'étions pas une équipe de recherche, mais formions un petit groupe qui s'était fixé quelques thèmes de réflexion avec l'idée de déboucher sur des articles. Nous avons utilisé alors les *Cahiers* parce que c'était pour nous un support commode, mais pas avec l'idée que c'était *notre* revue. L'identité des *Cahiers* demeurerait toujours institutionnelle, administrative même, et l'est restée durant toutes les années soixante-dix, mais c'est vrai que du fait de l'intervention des chercheurs, la publication s'est améliorée au fil du temps.

– *Quand la revue commence-t-elle à changer d'identité, à perdre son côté exclusivement « maison » ?*

Ph. C. – Sans hésitation, la grande rupture, ou la grande mutation, se situe lors de la constitution du Comité de rédaction, vers 1982. Ce moment correspond à une prise en charge de la revue directement par les chercheurs et non plus par des administratifs, à la définition d'orientations scientifiques, à l'arrivée aussi d'auteurs extérieurs à l'Orstom. À tort ou à raison on a décidé de conserver le titre, mais l'esprit de la revue s'est transformé.

E. B. – Oui, suivent d'ailleurs immédiatement après cela plusieurs excellents numéros thématiques, constitués à partir d'une procédure d'appel d'offre largement diffusé. Non qu'il n'y ait eu dans le passé de très bonnes livraisons, mais elles étaient, comme on l'a dit, le fait d'initiatives locales, ou liées au prestige d'une personne.

J.-L. B. – C'est effectivement à partir de cette date que l'on répond enfin aux normes de toute revue scientifique qui se respecte. Le plus important étant l'existence d'un comité de lecture, qui sait être sévère, et garantit un seuil de qualité régulier. La réduction de format, longtemps refusée par les géographes qui voulaient les grandes largeurs pour leurs cartes, a parachevé sur le plan matériel cette mise aux normes.

– *Maintenant que nous avons refait à grandes enjambées le parcours, tentons d'avoir une vue rétrospective et de considérer ces trente ans de publication sous l'angle du corpus qu'ils composent. À cet égard, ce qui personnellement me frappe c'est une impression d'assez grande homogénéité. Et cela en dépit des ruptures que l'on vient d'évoquer : même s'il y a effectivement des sauts dans la qualité, une plus grande autonomie d'esprit, des disciplines nouvelles qui émergent, de nouveaux continents considérés... en dépit de tout on obtient sur trente ans un ensemble d'une belle cohérence. À savoir une série, imposante, de données de première main, souvent accompagnées d'analyses critiques, à travers un assez petit nombre de thèmes, et cela pour quelques régions bien circonscrites, en Afrique de l'Ouest, à Madagascar, dans le Pacifique, et plus récemment en Amérique latine...*

E. B. – Oui, c'est une véritable mine d'informations, et suffisamment cohérente pour être exploitable. Ce que nous disent fréquemment des universitaires, reconnaissants envers les *Cahiers*, qui avouent y trouver une matière considérable pour alimenter leurs cours.

Ph. C. – Les articles des *Cahiers* reposent presque tous sur des données de terrain, ce qui constitue incontestablement une de leurs spécificités, sans doute la principale même. Ce n'était pas délibéré, mais c'est, en fait, le contexte de nos interventions qui l'a voulu : dans beaucoup de pays où nous avons travaillé, en Afrique, à Madagascar, en Polynésie, il y avait très peu de données fiables, peu ou pas de statistiques économiques ou démographiques notamment. Il a donc fallu les constituer, et nous avons été longtemps la « première main » pour le faire.

– *Cela dit, le « terrain » est très divers dès l'origine : on passe du chômage à Brazzaville à des analyses de fouilles protohistoriques, de la pêche au grand filet à Tahiti à la circoncision au Gabon ou à une réflexion sur les cadastres malgaches...*

J.-L. B. – Nous étions très dispersés au début, c'est moins vrai aujourd'hui. Ce que tu signales dénote bien l'éparpillement des matières et des terrains d'alors : avant que le multidisciplinaire n'ait été mis à l'ordre du jour, il y avait une simple juxtaposition de disciplines, que le côté décousu ou mal cousu des premiers *Cahiers* reflète sans fard.

– *On trouve aussi régulièrement des articles de méthodologie, qui semblent marquer une prise de recul par rapport au terrain.*

Ph. C. – Les gens sortaient de l'université, peu préparés pour l'enquête, et ils se retrouvaient d'entrée de jeu lâchés sur le terrain. Or, les difficultés sur place, ou leur perplexité devant l'intérêt de la question posée, pouvaient difficilement être exprimées dans les rapports. La revue permettait de les exposer, et de susciter des questions méthodologiques à partir des données du terrain.

E. B. – Oui. Il n'a pas été rare que des géographes, qui débarquaient une planchette à la main pour analyser un « terroir », se soient posés des questions sur la validité de cet itinéraire initiatique. On trouve particulièrement trace de ces interrogations dans un numéro spécial d'*Études rurales*, en 1968, entièrement consacré au thème du « terroir », mais aussi, ici ou là, dans des numéros des *Cahiers*.

J.-L. B. – Pareil pour les sociologues, fréquemment associés aux géographes, qui assez vite se sont interrogés sur la valeur d'une approche trop locale. Ne voir une société qu'au travers d'un terroir ou d'un village est peut être adapté à la phase d'apprentissage de l'enquêteur, mais peut aussi engendrer chez lui, après quelque temps, des doutes méthodologiques légitimes...

E. B. – Pour les géographes, il y avait aussi le secteur « atlas » qui était très lourd et mobilisait beaucoup d'énergies : atlas de la Côte-d'Ivoire, de la Nouvelle-Calédonie... C'étaient - il faut dire ce sont, puisque certains de ces atlas sont toujours en cours - des sortes de chefs-d'œuvre nécessitant beaucoup de soin et d'efforts. Les *Cahiers* ont reflété à diverses reprises les interrogations liées à cet effort, d'où une réflexion assez riche sur la cartographie.

– *Même quand il s'agit d'articles de réflexion, c'est la pratique du terrain qui est interrogée : son objet, ses méthodes. Il n'y a guère de réflexion théorique abstraite, peu de politique, pas de considération sur le développement en général. Ce sont toujours des réflexions de « praticiens », ce qui du reste fait leur valeur, et permet de dégager un style de recherche...*

Ph. C. – Oui, notre approche a différé longtemps en cela de celle de la plupart des universitaires. La pratique d'enquêtes longues, proches du terrain, en équipes progressivement pluridisciplinaires, crée, en effet, un certain *style* de recherche, lequel peut induire des problématiques propres, mais est aussi commandé par les questions posées par le partenaire. La théorisation parfois suit, mais n'est pas première. En économie, par exemple, mise à part une réflexion sur la planification régionale ou plus récemment sur le secteur informel, il y a eu peu de recherche à proprement parler théorique. Ce n'est sans doute plus vrai aujourd'hui, mais longtemps un économiste de l'Orstom n'aurait pas eu l'idée d'aller publier dans *La Revue économique* ou dans une revue du même genre. Et dans les *Cahiers* il n'allait pas non plus publier d'articles trop abstraits.

– *La macro-économie, ou la modélisation économique, n'a jamais vraiment eu de place dans les Cahiers...*

Ph. C. – Jamais explicitement, me semble-t-il. Et cela nous a mis parfois à l'écart des grands débats du temps, y compris de ceux des macro-économistes sur le développement.

J.-L. B. – Nous avons plutôt travaillé dans le sens d'une anthropologie économique, et à un niveau micro-économique. Durant longtemps aussi nous n'avons fait que de l'économie rurale, très pointue, très localisée. Du reste, on le voit bien dans les *Cahiers*, l'industrialisation, ou les problèmes nationaux de développement, sont des thèmes récents et qui demeurent mineurs.

– *Outre les « terrains », la cohérence relative qu'illustrent les Cahiers, est effectivement due aussi à des options dans le champ des sciences sociales. On peut, d'ailleurs, montrer comme des strates : des disciplines ou des problématiques apparaissent ou s'effacent selon les époques. Il y a eu au début des articles de psycho-sociologie, d'autres de sociologie du travail, sans*

lendemain immédiat. On trouve ensuite les études de terroirs, celles sur les migrations régionales, sur la sociologie ou la démographie rurale dans le tiers monde, puis sur la santé, l'« urbain »... À quoi ou à qui attribuer le choix de ces options, leur évolution ?

Ph. C. – C'était fondamentalement lié à la forte personnalité scientifique des animateurs des Comités techniques censés impulser les recherches, définir les thèmes, recruter les chercheurs. Les publications suivaient le sens du mouvement qu'ils provoquaient. Et puis, plus récemment, après 1982, il y a des options qui sont sorties des débats tenus lors de la réforme de l'Institut. Mais c'est vrai que ces options sont restées en nombre finalement assez limité, ce qui rend l'ensemble relativement homogène.

– Y avait-il cependant des disparités ou des clivages par aires culturelles ? Pour prendre un exemple, l'anthropologie économique marxiste a connu une fortune remarquable à l'Orstom, peut-être plus durable qu'ailleurs. Mais il me semble qu'elle n'a pas touché au même degré les chercheurs africanistes, et ceux travaillant en Océanie dont certains furent tentés par le structuralisme. Y a-t-il eu des échanges entre chercheurs des antipodes sur ces questions, des tentatives de transfert de concepts ou d'approches ?

E. B. – Il y avait sûrement des disparités entre nous, mais elles étaient peu visibles, car nous n'avions guère l'occasion de confronter nos travaux d'un continent à un autre. Le cloisonnement géographique était assez étanche ; il ne s'est estompé que lorsque certains chercheurs sont devenus transcontinentaux, sont passés d'Afrique ou de Madagascar en Polynésie, par exemple. C'est maintenant, rétrospectivement, que l'on peut véritablement comparer les approches.

– On note aussi que les Cahiers ne constituèrent pas une tribune pour des débats, des polémiques scientifiques ou autres : est-ce faute de combattants ?

J.-L. B. – Assurément pas. Mais disons que, peut-être à cause de leur origine paroissiale, cela ne nous semblait pas être le lieu propice. Les débats, théoriques ou idéologiques, prirent place ailleurs, autour d'Africa par exemple, qui organisa des séminaires mémorables, ou lors du Congrès mondial des africanistes en 1967. Ce furent des moments de grandes secousses, avec la constitution de sortes de bataillons anti-colonialistes ou anti-néo-colonialistes, secousses que les événements de 1968 ne firent pour nous que prolonger. Ce fut aussi l'époque où l'on reconsidéra notre mode de collaboration avec les chercheurs locaux, souvent jusque-là négligés. Certaines discussions furent violentes, il y eut des motions très radicales de votées...

E. B. – Il y avait probablement de notre part, comme on l'a dit, une auto-censure vis-à-vis de la revue ; on pensait que tenter d'y porter ces débats eût été s'exposer à un refus quasi certain, et que c'était donc une perte d'énergie. De même, il y eut des affrontements internes, disciplinaires, autour de certaines enquêtes sur les migrations en Haute-Volta, ou plus politiques à

propos de la famine au Sahel, qui sont restés dans la mémoire collective, mais qui, en effet, n'apparaissent pas dans les *Cahiers*. Ceux-ci constituaient avant tout le lieu où faire passer notre travail. Les vraies tribunes étaient ailleurs. C'est une situation évidemment dépassée aujourd'hui, et je crois que plus personne n'a de sentiment de frilosité à l'égard de la revue, qui est mûre pour accueillir des débats de toutes sortes. Qui doit même les susciter.

– *L'approche multidisciplinaire, pratiquée assez systématiquement, représente-t-elle aussi l'une des spécificités scientifiques des Cahiers ?*

Ph. C. – Certainement. Mieux qu'ailleurs, je crois, il y a une sorte d'inséparabilité des études qui transcende les disciplines. Il faut même souhaiter que cette multidisciplinarité déborde le cadre des sciences sociales : les collaborations avec les sciences plus « dures » sont encore trop formelles. Il y a bien quelques articles rédigés de concert avec des agronomes, des médecins, mais ils sont trop peu nombreux au bout du compte. Il y a pour la revue un effort à poursuivre dans ce sens.

– *La question est désormais de savoir préserver l'originalité de la revue, qui est réelle et lui assigne une place particulière parmi les revues de sciences sociales, pour toutes les raisons que l'on a dites, tout en élargissant le réseau de ses contributeurs et en étendant sa circulation.*

J-L. B. – Oui. Et que l'on sache faire mieux reconnaître son émancipation, effective depuis bientôt dix ans. En dépit d'une genèse assez particulière, que l'on vient de rappeler, la revue a évolué favorablement, et est actuellement d'un niveau qui ne craint pas la comparaison avec bien des publications, plus connues, de sciences sociales.

– *L'évolution récente peut être caractérisée par une plus grande sévérité dans la sélection d'articles, par une ouverture accélérée sur l'extérieur, et par l'acceptation de contributions moins empiriques...*

Ph. C. – Même si elle doit déplaire à certains esprits chagrins, je crois que c'est une évolution heureuse. Le comité de lecture assure une garantie de qualité scientifique qui était indispensable. Et la venue d'auteurs extérieurs, voire de responsables scientifiques extérieurs pour certains numéros thématiques, est un apport de sang neuf appréciable. Cela correspond aussi, je pense, à une demande de la part de la nouvelle génération de chercheurs à l'intérieur de l'Institut qui a des liens plus étroits avec les universités, le CNRS, l'EHESS, etc., qu'auparavant.

E. B. – Il faut noter aussi, ce qui est un progrès en termes de coopération, l'arrivée d'auteurs étrangers, francophones et autres puisque l'on publie des articles en anglais ou en espagnol. Quant à la réduction relative du nombre d'articles à caractère empirique, c'est une tendance liée à la raréfaction des terrains, ce n'est pas le fait de la revue. Combien de géographes maintenant préfèrent travailler sur des banques de données, plutôt que d'aller en brousse... où ils expédient à leur place de jeunes allocataires.

– *D'aucuns redoutent qu'à force de rigueur nous ne pervertissions l'âme des vieux Cahiers, nous ne devenions trop normatifs...*

J-L. B. – Madame de Staël disait que les règles ne sont que l'itinéraire du génie !

– *Cela sonne faustien : on pervertit une âme et on gagne un génie ! Le démon de la trentaine ?*